

Sechste Sitzung – Sixième séance**Montag, 23. September 1985, Nachmittag****Lundi 23 septembre 1985, après-midi**

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Koller Arnold

Präsident: Dem vergangenen Abstimmungswochenende ist ein intensiver, von beiden Seiten engagiert geführter Abstimmungskampf vorangegangen. Heute können wir feststellen, dass wir gesamthaft ein erfreuliches Abstimmungsergebnis vor uns haben.

Das Parlament, fast alle Parteien und Organisationen haben das neue Ehegesetz gutgeheissen und dem Volk zur Annahme empfohlen. Die Mehrheit der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger ist diesen Empfehlungen gefolgt und hat sich für die gesetzliche Verankerung einer gleichberechtigten Partnerschaft zwischen den Eheleuten und damit für die Anpassung eines unbestrittenemassen überholten Gesetzes an die heutige Wirklichkeit ausgesprochen.

Mit der Vereinheitlichung des Schuljahresbeginns haben Volk und Stände einem für die betroffenen Schüler wichtigen Schritt in Richtung Schulkoordination zugestimmt. Es ist zu hoffen, dass dies von den Kantonen als Zeichen dafür aufgefasst wird, in der Folge eine weitergehende Koordination dort selbst an die Hand zu nehmen, wo dies ohne Eingriff in die wertvolle Substanz unseres föderalistischen Schulsystems möglich ist.

Bei der Abstimmung über die Innovationsrisikogarantie hat sich die Mehrheit der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger davon überzeugen lassen, dass die Wirtschaft gewillt ist, den wirtschaftlichen Strukturwandel aus eigener Kraft zu bewältigen. Es bleibt zu hoffen, dass tatsächlich keine technischen Neuerungen wegen Mangel an Risikokapital nicht verwirklicht werden können.

Fragestunde – Heure des questions**Question 1:****Soldini. Schweizer Pässe. Fälschung durch französische Amtsstellen****Faux passeports suisses utilisés en Nouvelle-Zélande**

Nous avons appris, dans le cadre du feuilleton Greenpeace, que le faux couple «Turenge», ces agents officiels français dépêchés en Nouvelle-Zélande par la Direction générale de la sécurité extérieure dépendant du ministère de la Défense nationale, était en possession de passeports suisses lors de son arrestation. La Suisse a, paraît-il, élevé récemment une protestation officielle auprès des autorités françaises compétentes.

Le Conseil fédéral peut-il nous indiquer la genèse de cette affaire, et quels sont les résultats de la démarche effectuée auprès du gouvernement de la République française?

M. Aubert, conseiller fédéral: C'est le 27 août que les autorités françaises ont admis publiquement que les passeports utilisés par deux de leurs agents en Nouvelle-Zélande avaient été falsifiés par la Direction générale de la sécurité extérieure française.

Le lendemain, soit le 28 août, sur la base de nos instructions, notre chargé d'affaires à Paris a présenté au Secrétaire général du Ministère des relations extérieures français, M.

André Ross, une protestation contre l'utilisation par les autorités françaises de passeports suisses falsifiés. Il a exigé des autorités françaises des explications quant à la provenance et à l'utilisation de ces faux passeports ainsi que la garantie que de telles pièces d'identité ne seront désormais plus utilisées par les services secrets français.

En réponse à cette intervention, le secrétaire général du Quai d'Orsay a donné à notre chargé d'affaires les assurances les plus formelles qu'à l'avenir l'utilisation de passeports suisses par les services français sera exclue. M. Ross a en outre déclaré que les autorités françaises nous donneraient des réponses à nos questions concernant l'origine et l'usage de ces faux passeports lorsque l'enquête sur l'affaire Greenpeace aura été achevée. Il semble que cette enquête a sensiblement progressé puisque, hier, M. Laurent Fabius, premier ministre, a pu annoncer publiquement que les auteurs de l'acte criminel commis contre le «Rainbow Warrior» étaient bien des agents des services secrets français.

M. Soldini: Tout d'abord, je remercie le chef du Département fédéral des affaires étrangères de ses explications mais je tiens à lui poser une question complémentaire.

Les faux époux «Turenge» ont été arrêtés à la mi-juillet, et nous avons appris assez rapidement qu'ils avaient utilisé des faux passeports suisses pour s'introduire en Nouvelle-Zélande.

Le 23 juillet 1985, le président Mitterrand est venu en Suisse pour une visite privée, de courtoisie. A ce moment-là, avez-vous eu l'occasion de lui parler de cette affaire?

M. Aubert, conseiller fédéral: Décidément, tous les prétextes sont bons pour essayer de savoir ce qui s'est passé un certain mardi 23 juillet 1985, à l'adresse Grand-Rue 29, 2012 Auvornier.

Je ne peux que vous répéter qu'il s'agissait d'une visite purement privée. Je ne peux rien ajouter d'autre au fait qu'il s'est agi d'une admirable journée d'amitié, ce qui est encore possible dans le monde politique d'aujourd'hui.

Frage 2:**Allenspach. Europäische Sozialcharta. Ergänzungsbotschaft****Charte sociale européenne. Message complémentaire**

Die nationalrätliche Kommission für die Behandlung der Europäischen Sozialcharta hat am 6. September 1984 eine Ergänzungsbotschaft des Bundesrates verlangt.

Bundesrat Aubert hat diese Ergänzungsbotschaft auf den 31. Januar 1985 in Aussicht gestellt. Sie ist bis heute noch nicht erschienen.

- 1. Wann erscheint diese Ergänzungsbotschaft?*
- 2. Aus welchen Gründen hat sich die Ausarbeitung derart verzögert, und warum wurde die Kommission darüber nicht informiert?*
- 3. Trifft es zu, dass unterschiedliche Auffassungen unter den Departementen und Bundesämtern bestehen und die Ausarbeitung der Ergänzungsbotschaft verzögert haben?*
- 4. Wird die Publikation der Ergänzungsbotschaft bewusst verzögert, damit der Nationalrat diese Vorlage betreffend Ratifikation der Europäischen Sozialcharta nicht mehr vor der eidgenössischen Volksabstimmung über den UNO-Beitritt behandeln kann?*

M. Aubert, conseiller fédéral: La commission du Conseil national chargée d'examiner le message du Conseil fédéral du 13 juin 1983 a décidé, lors de sa réunion des 5 et 6 septembre 1984, de demander au Conseil fédéral un rapport complémentaire sur la possibilité d'accepter intégralement les articles 12 (Droit à la sécurité sociale) et 13 (Droit à l'assistance sociale et médicale) de la Charte sociale européenne.

Un projet de rapport a été préparé par le Département fédéral des affaires étrangères, en collaboration avec les

services intéressés de l'administration fédérale. Sa rédaction a exigé des recherches approfondies, notamment auprès du Secrétariat du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Dans l'intervalle, le Tribunal fédéral a rendu, au mois de juin 1985, un arrêt qui porte notamment sur les conséquences de l'exercice du droit de grève sur les rapports de travail, problème qui a été examiné en détail par le Conseil fédéral dans son message précité du 13 juin 1983, et cela en relation avec l'article 6 de la Charte (Droit de négociation collective, y compris le droit de grève). Le Conseil fédéral sera saisi du rapport complémentaire demandé par la commission du Conseil national, dès que les considérants de cet arrêt du Tribunal fédéral seront connus.

La ratification de la Charte sociale européenne est un élément important de notre politique européenne, et plus particulièrement de nos relations avec les vingt autres pays membres du Conseil de l'Europe. Elle n'a, par contre, absolument aucun lien – et je peux l'affirmer à M. Allenspach – avec la votation sur l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies.

Allenspach: Die Tatsache, dass diese Ergänzungsbotschaft so lange nicht erschienen ist, die Tatsache, dass Herr Bundesrat Aubert auch heute keinen fixen Termin in Aussicht stellen kann, wann diese Ergänzungsbotschaft erscheinen wird, ferner die Tatsache, dass das Bundesgerichtsurteil über die Arbeitskämpfe mit dem Streikrecht der Beamten nichts zu tun hat, deutet darauf hin, dass zurzeit offensichtlich nach Neuinterpretationen – man könnte sagen nach juristischen Kniffen – gesucht wird, um die Ratifikation dennoch schmackhaft zu machen.

Ich möchte Herrn Bundesrat Aubert fragen, ob es unter den gegebenen Umständen nicht ehrlicher und auch politisch sauberer wäre, zu sagen, heute sei eine Ratifikation der Sozialcharta nicht möglich.

M. Aubert, conseiller fédéral: M. Allenspach me demande s'il est possible de ratifier la Charte sociale européenne. Non seulement je lui réponds par l'affirmative, mais j'ajoute que cela me paraît utile et nécessaire.

La Charte sociale européenne, au même titre que la Convention européenne des droits de l'homme, est un des piliers du Conseil de l'Europe auquel tant de députés ici présents, membres de la délégation suisse au Conseil de l'Europe, sont profondément attachés. Nous sommes des «européistes», la Suisse l'a toujours déclaré, le Conseil fédéral l'a confirmé et je crois savoir que l'on dénombre dans vos rangs beaucoup de partisans de notre politique européenne. Or, celle-ci exige une ratification de la Charte sociale européenne.

Frage 3:

Herczog. Schuldenregelung von Südafrika. Stellung des Bundesrates

Règlement des dettes de l'Afrique du Sud

Was veranlasste den Bundesrat, durch sein Einverständnis zum Mandat des ehemaligen Nationalbankpräsidenten zur Schuldenregelung Südafrikas bei den internationalen Banken, in der gegenwärtigen politischen Lage dem Apartheid-Regime von Südafrika Schützenhilfe zu leisten?

M. Aubert, conseiller fédéral: Après le moratoire décrété par l'Afrique du Sud, les banques créancières concernées par cette décision ont, comme elles le font toujours en pareil cas dans d'autres pays et sur d'autres continents, cherché à coordonner leurs efforts en vue d'obtenir le remboursement de ces dettes.

M. Leutwiler, président du Conseil d'administration de la maison Brown Boveri, ancien président de la Banque des règlements internationaux et de la Banque nationale suisse, avec lequel les banques suisses avaient pris contact, a

informé le Conseil fédéral du mandat que celles-ci souhaitaient lui confier.

L'Exécutif a considéré que M. Leutwiler agissait à titre purement privé et qu'il était donc libre de décider s'il acceptait ou non de coordonner les efforts des créanciers en vue d'obtenir le règlement des dettes sud-africaines. Il ne s'est jamais agi d'un mandat donné par le Conseil fédéral à M. Leutwiler.

Herczog: Nur eine kleine Zusatzfrage: Habe ich das richtig verstanden, dass in diesem Falle der Bundesrat keine klare Einwilligung oder ein Einverständnis zu dieser Mission von Herrn Leutwiler gegeben hat, sondern ihm diese freigestellt hat und hiermit auch keine politische Unterstützung des Regimes in Südafrika erfolgt ist?

M. Aubert, conseiller fédéral: Je vous le confirme, Monsieur Herczog, le Conseil fédéral n'a pas confié de mandat à M. Leutwiler, qui a simplement informé le Conseil fédéral. M. Leutwiler a agi à titre privé. Les banques créancières de l'Afrique du Sud, qui demandaient la nomination d'un coordinateur, ont prié M. Leutwiler d'assumer un tel mandat, ce dernier jouissant, sur la scène internationale, d'un prestige certain de loyauté et d'honnêteté.

Question 4:

Magnin. Südafrika. Haltung der Schweiz

Attitude de la Suisse à l'égard de l'Afrique du Sud

Devant la répression sanglante à laquelle se livre le gouvernement de l'Afrique du Sud à l'égard de la majorité noire, je demande au Conseil fédéral s'il est prêt à aller au-delà de la simple condamnation verbale et à prendre des mesures telles que rappel de notre ambassadeur, sanctions économiques et interventions auprès des grandes banques suisses pour qu'elles mettent fin à leur politique d'investissements dans ce pays et de prêts à son gouvernement.

M. Aubert, conseiller fédéral: Je ne répéterai pas combien de fois le Conseil fédéral a condamné de façon très ferme le régime d'apartheid qui est contraire aux droits de l'homme, à notre conception de la démocratie et, d'une façon générale, à la dignité humaine. Le 15 août dernier, le Conseil fédéral est notamment intervenu dans ce sens auprès du gouvernement de l'Afrique du Sud, cela au lendemain de sa première réunion après les vacances. Il demandait au gouvernement d'Afrique du Sud que les personnes arrêtées pour des raisons politiques soient libérées et que l'état d'urgence soit levé dans les meilleurs délais.

En ce qui concerne les relations financières avec l'Afrique du Sud, la Suisse applique depuis 1973 une politique restrictive d'exportation de capitaux sur la base de l'article 8 de la loi fédérale sur les banques. Suite aux derniers événements intervenus en Afrique du Sud, les mécanismes du marché ont entraîné une réduction substantielle des flux financiers vers ce pays. Cependant, les autorités suisses n'ont pas l'intention d'accorder des crédits à ce pays pour lui permettre de surmonter ses difficultés financières actuelles.

Par ailleurs, vous savez que l'exportation de tout matériel de guerre vers l'Afrique du Sud est interdite depuis 1963. Dans le domaine nucléaire, aucune demande d'exportation de biens soumis à autorisation n'a été présentée aux autorités compétentes.

De plus, la Suisse n'a pas l'habitude de prendre unilatéralement des sanctions économiques. Elle ne se joint pas non plus à des mesures prises par un seul pays ou un groupe limité de pays. Elle est toutefois consciente que, si la communauté internationale décidait des sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud, le territoire suisse pourrait être utilisé pour contourner ces mesures. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral suit avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation, de façon à pouvoir juger, le cas échéant, de l'opportunité de mesures appropriées dans ce domaine.

M. Magnin: Je tiens d'abord à profiter de l'occasion qui m'est donnée de monter à cette tribune pour protester contre le refus de la majorité des présidents de groupe et de la présidence du Conseil national de considérer comme urgentes les interpellations déposées par notre groupe et le groupe socialiste sur cet objet.

Si des interpellations relatives à un problème aussi grave et aussi urgent que celui de l'Afrique du Sud ne sont pas déclarées urgentes, je me demande quand elles le sont.

Par ailleurs, la réponse donnée par le Conseil fédéral, ne me satisfait absolument pas. M. Aubert, conseiller fédéral, est resté très vague quant aux mesures que l'Exécutif pourrait prendre si la Suisse devenait un centre servant à contourner les sanctions prises par d'autres pays. J'attendais des détails un peu plus précis.

Aussi vais-je vous poser, Monsieur Aubert, une question complémentaire. Vous nous avez dit que vous êtes intervenu auprès du gouvernement de l'Afrique du Sud pour lui demander de libérer les personnes arrêtées et de lever l'état d'urgence le plus rapidement possible. Avez-vous reçu une réponse du gouvernement sud-africain? Dans l'affirmative, quelle est-elle?

M. Aubert, conseiller fédéral: Les questions complémentaires s'adressent au Conseil fédéral. Il ne m'appartiendra donc pas de répondre à vos premiers reproches, Monsieur Magnin, qui concernent le Parlement.

En revanche, concernant votre deuxième question, je peux vous dire que nous avons procédé par la voie diplomatique ordinaire, à savoir que, le 15 août, c'était un jeudi, au lendemain de la première séance du Conseil fédéral après les vacances, nous avons convoqué à nos bureaux l'ambassadeur d'Afrique du Sud dûment accrédité auprès du Conseil fédéral. Nous lui avons transmis en bonne forme les réclamations et les critiques que nous avons à lui transmettre et pour le reste nous attendons une réponse. Aujourd'hui encore, nous n'avons pas reçu de réponse formelle. Il y a tout de même eu une certaine évolution en Afrique du Sud, il faut le constater, sous la pression internationale. Un certain nombre de décisions sont intervenues, pas encore suffisantes à notre avis. Lorsque nous aurons d'autres précisions, Monsieur Magnin, nous vous les communiquerons.

Frage 5:

Reichling. Bauten im Landwirtschafts- und Forstgebiet. Umweltverträglichkeit

Constructions agricoles et forestières. Impact sur l'environnement

Wie kann verhindert werden, dass trotz Verzögerungen bei der Inkraftsetzung der Verordnungen zum USG, grosse Bauprojekte im Landwirtschafts- und Forstgebiet ohne Überprüfung der Umweltverträglichkeit zur Ausführung gelangen?

Bundesrat Egli: Die Antwort auf die Frage von Herrn Reichling: Die Ausarbeitung der Ausführungsvorschriften zu Artikel 9 des Umweltschutzgesetzes betreffend die Umweltverträglichkeitsprüfung ist im Gange, und das Departement wird diese Vorschriften demnächst in Vernehmlassung schicken. Wir wollen dieser Vernehmlassung nicht vorgreifen. Es ist aber keiner Bewilligungsbehörde benommen, schon heute formell oder materiell die Vorschriften über die Umweltverträglichkeitsprüfung anzuwenden.

Reichling: Ich möchte Sie immerhin fragen: Haben Sie Anhaltspunkte dafür, dass dies auch gemacht wird?

Bundesrat Egli: Das Umweltschutzgesetz ist seit 1. Januar 1985 in Kraft. Wir vertrauen auf die Bundestreue der Kantone, dass sie hier das Gesetz auch tatsächlich anwenden.

Question 6:

Ruffy. Ski-Weltmeisterschaft in Crans-Montana. Rodungen Championnat du monde de ski alpin à Crans-Montana. Déboisements

Etant donné la volonté du Conseil fédéral de tout mettre en œuvre pour sauver la forêt:

1. *Quelles sont les raisons qui ont poussé le Département fédéral de l'intérieur, malgré le préavis négatif de la Commission fédérale de la nature et de la protection des sites, à donner son accord aux déboisements d'environ 5 hectares projetés pour le déroulement du Championnat du monde de ski alpin en 1987?*

2. *L'autorité compétente a-t-elle vérifié si les organisateurs avaient étudié différentes variantes moins préjudiciables aux forêts, notamment l'organisation de certaines compétitions sur d'autres pistes ou le choix d'autres tracés sur le site même de Crans-Montana, avant de choisir une solution aussi dévastatrice?*

3. *La garantie de déficit de 2 millions de francs accordée à titre de soutien par la Confédération n'aurait-elle pas dû être subordonnée à certaines conditions concernant la protection de l'environnement fixées par le Département de l'intérieur?*

Bundesrat Egli: Herr Ruffy, diese Rodung hat in der Öffentlichkeit zu Diskussionen Anlass gegeben, und sie hat mir bereits den Kaktus der «Schweizer Illustrierten» eingebracht, was mich natürlich zutiefst erschüttert hat.

Sie wissen aber, dass sowohl Rosen wie auch Kakteen Stacheln oder Dornen haben; man muss beides in Kauf nehmen. Sie müssen wissen, dass diese Rodungen nicht nur für diese Weltmeisterschaft vorgenommen worden sind, sondern es handelt sich um eine Piste, die tatsächlich der Verbesserung bedürftig war. Diese Piste weist Gefahrenstellen auf, die beseitigt werden mussten, so dass diese Rodung auch aus diesen Gründen bewilligt wurde; eine Rodung übrigens, die durchaus im Rahmen der sehr strengen Praxis des Departementes des Innern liegt. Ich darf Sie darauf aufmerksam machen, dass wir wahrscheinlich vor dem Bundesgericht schon mehr Prozesse wegen Rodungen verloren als gewonnen haben. Das zur ersten Frage.

Zweite Frage: Die Frage der Pistenstandorte wurde zusammen mit den kantonalen Behörden und der Gesuchstellerin eingehend abgeklärt. Im übrigen wird es nun Sache des Bundesgerichts sein, die Frage zu klären – nachdem eine Verwaltungsgerichtsbeschwerde anhängig ist. Wir hüten uns natürlich, uns in die Entscheidungsfindung des Bundesgerichts einzumischen.

Dritte Frage: Die Rodungsbewilligung enthält zahlreiche Auflagen und Bedingungen zugunsten des Natur- und Heimatschutzes. Ich muss Ihnen aber sagen, dass im Zeitpunkt, als der Bund die Defizitgarantie leistete, noch keine Rodungen bekannt waren; diese wurden erst nachträglich bekannt.

Frage 7:

Spoerry. Sondermülldeponien – Décharges spéciales

1. *Wie weit sind nach der Schliessung der Sondermülldeponie Kölliken die Bemühungen der unter der Leitung des Bundesamtes für Umweltschutz stehenden Arbeitsgruppe zur Suche neuer Standorte für Sondermülldeponien gediehen?*

2. *Welche kurzfristigen Massnahmen fasst der Bundesrat ins Auge, um die entstandenen schwerwiegenden Probleme zu lösen und die umweltgerechte und durch schweizerische Instanzen überwachte Endlagerung von Sondermüll zu gewährleisten?*

3. *Liegt ein gesamtschweizerisches Konzept vor, das die Einhaltung der Verpflichtung zur Entsorgung von Sondermüll sichert?*

Bundesrat Egli: 1. Die Arbeitsgruppe, die Sie erwähnen, hat eine Anzahl von Vorschlägen zuhanden des Departementes des Innern erarbeitet. Das Departement wird nun diese Vorschläge zusammen mit den kantonalen Regierungsvertretern besprechen und die Massnahmen bestimmen, die gestützt darauf ergriffen werden können.

2. Kurzfristig werden die fünf folgenden Überbrückungsmassnahmen angewendet: erstens die Verminderung der Sonderabfälle an der Quelle, was ein allgemeines Prinzip des Umweltschutzgesetzes ist; zweitens die Vorbehandlung gewisser Sonderabfälle, zum Beispiel Staub- und Rauchgasfilter; drittens die vorübergehende Zwischenlagerung der Abfälle bei den Gewerbe- und Industriebetrieben, zum Beispiel Batterien; viertens die Bemühungen zur Wiederöffnung der Deponie Kölliken, was natürlich noch einige Abklärungen nötig macht; fünftens wird auch der Export von Abfällen ins Ausland nach wie vor in Betracht gezogen.

3. Diese Frage kann grundsätzlich mit Ja beantwortet werden. Wir verweisen auf das Umweltschutzgesetz, welches primär das Verursacherprinzip statuiert. Die Kantone legen die Standorte für die Deponien fest; wo keine Einigung zustande kommt, interveniert der Bund. Es wird dazu noch eine Verordnung ausgearbeitet, die im Verlaufe des nächsten Jahres in Kraft tritt.

Frau Spoerry: Offenbar machen die Bemühungen in diesem Bereich deshalb so langsam Fortschritte, weil die betroffene Bevölkerung verunsichert ist. Welche Anstrengungen unternimmt der Bundesrat, um die Bevölkerung über die Sicherheit der zu treffenden Massnahmen bei der unerlässlich notwendigen Deponierung von Sondermüll aufzuklären?

Bundesrat Egli: Die von Ihnen erwähnte Arbeitsgruppe, Frau Spoerry, hat etliche Kantone zur Mitarbeit in diesem Gremium aufgerufen, und man hat eine Anzahl von möglichen Standorten für solche Deponien ausfindig gemacht. Es ist richtig, dass derartige Standorte politische und technische Schwierigkeiten in sich bergen, wie alle Standorte für angeblich oder tatsächlich gefährliche Dinge.

Wir haben zurzeit etwa sieben oder acht mögliche Standorte ausfindig gemacht, aber wir möchten diese nicht bekanntgeben, bis wir eine Auswahl getroffen haben, wo wir tatsächlich noch weiterforschen werden. Aber Ihre Annahme, dass man auf Schwierigkeiten stösst, trifft zu. Letzten Endes wird jedoch nichts anderes übrig bleiben – wenn wir solche Giftmülldeponien errichten wollen –, als dass der Bund seine Mithilfe anbieten wird, um zwischen den einzelnen Kantonen oder den einzelnen Gemeinden zu vermitteln, die hierfür in Frage kommen.

Frage 8:

Morf. Werkjahrkredit für Schriftsteller und Komponisten Crédit d'aide aux écrivains et aux compositeurs

Der Werkjahrkredit des Bundesamtes für Kulturpflege für Schriftsteller und Komponisten wird ab 1. Januar 1986 für andere Aufgaben verwendet. Da er als Modell für kulturfördernde Zusammenarbeit mit Kantonen und Gemeinden wichtig ist und da er für die betroffenen Sparten der Kulturschaffenden einen viel zu einschneidenden Verlust an Förderungsmöglichkeiten bedeutet, frage ich den Bundesrat, auf welche Art und Weise er diesen Ausfall im Budget 1986 kompensieren will.

Bundesrat Egli: Es ist nicht so, dass auf Werkbeiträge an Schriftsteller und Komponisten künftig verzichtet werden soll, sondern wir wollen vielmehr eine etwas strengere Aufgabenteilung vornehmen, wie dies übrigens auch der Bericht Clottu vorschlägt. Sie, Frau Morf, als Mitglied der Pro Helvetia, wissen, dass diese Aufgabenteilung dahin gehen wird, dass die Aufgabe zur Erteilung von Werkbeiträgen künftig eher der Pro Helvetia zukommen wird als dem Bundesamt für Kulturpflege.

Aus diesen Gründen sehen wir auch vor, dass die Beiträge an die Pro Helvetia substantiell erhöht werden sollen.

Frage 9:

Hunziker. Kernkraftwerke und Waldsterben Centrales nucléaires et dépérissement des forêts

In einer vom Bundesamt für Umweltschutz publizierten Studie wurde kürzlich ein wesentlicher Zusammenhang zwischen Waldsterben und Radioaktivität aus Kernkraftwerken nicht ausgeschlossen. Das BUS musste sich hinterher von der Studie distanzieren und erklärte, es habe keine Wertung vorgenommen, sondern den Bericht lediglich publiziert. Die Kommission für die Überwachung radioaktiver Strahlen hat dann die Unterstellung, die Kernkraftwerke könnten wesentlich am Waldsterben schuldlich sein, vehement zurückgewiesen.

Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, Bundesämter sollten sich im Zusammenhang mit irgendwelchen Studien etwas vorsichtiger verhalten und vor allem nicht in der Öffentlichkeit den Eindruck einer offiziellen Stellungnahme erwecken?

Bundesrat Egli: Der Bundesrat ist mit dem Fragesteller der Meinung, dass sich Bundesämter in ihren Verlautbarungen vorsichtig verhalten sollen, was sie in der Regel auch tun.

Frage 10:

Humbel. Zivilschutz. Erhöhung des Taggeldes Protection civile. Relèvement de l'indemnité journalière

Der Bundesrat wird dem Parlament beantragen, die Soldansätze für Rekruten, Soldaten, Gefreite und Unteroffiziere zu erhöhen.

Die Delegiertenversammlung des Schweizerischen Zivilschutzverbandes hat soeben eine Resolution gefasst, wonach auch das Taggeld für die Zivilschutzangehörigen zu erhöhen sei.

1. Stimmt es, dass seit 13 Jahren die Vergütungen nicht mehr an die Teuerung angepasst worden sind?

2. Auf wann ist der Bundesrat bereit, auch den Zivilschutzdienstleistenden eine angemessene «Solderhöhung» zuzusprechen?

3. Wieviel wird der Bund mit einer angemessenen Taggeld-erhöhung jährlich belastet werden?

Bundesrätin Kopp: Nach Artikel 46 des Zivilschutzgesetzes haben sich die Vergütungen im Zivilschutz im Rahmen der Soldansätze der Armee zu bewegen. Es trifft zu, dass die Soldansätze für die unteren Grade der Armee und damit auch die entsprechenden Vergütungen im Zivilschutz in den Jahren 1972 und 1973 letztmals erhöht wurden. Der Bundesrat wird die Vergütungen im Zivilschutz – entsprechend der von den eidgenössischen Räten noch zu beschliessenden Änderung der Soldansätze der Armee – auf den gleichen Zeitpunkt anpassen. Aufgrund der Vorlage des Bundesrates ergeben sich für den Zivilschutz jährliche Mehrkosten von rund 1,2 Millionen Franken, wovon rund 400 000 Franken zu Lasten des Bundes.

Frage 11:

Steffen. Asylgesetz. Nachtragskredit Loi sur l'asile. Crédit supplémentaire

Mit welchem Nachtragskreditbegehren für das Jahr 1985 zugunsten des Bundesamtes für Polizeiwesen, Ziff. 493.03, 493.05, 493.06, ist zu rechnen?

Bundesrätin Kopp: Unter Rubrik 493.06 ist mit einem Nachtragskredit von 3,5 Millionen Franken für Beitragserhöhun-

gen an die Betreuungskosten der Hilfswerke sowie mit 1,4 Millionen Franken betreffend eine Kreditübertragung aus der Rechnung 1984 zu rechnen. Unter den Rubriken 493.03 und 493.05 sind keine Nachtragskreditbegehren zu erwarten.

Frage 12:

Ruf-Bern. Errichtung neuer Bistümer

Création de nouveaux évêchés

1. Trifft es zu, dass die allfällige Errichtung neuer Bistümer gemäss Artikel 50 Absatz 4 der Bundesverfassung dem obligatorischen bzw. dem fakultativen Referendum unterstehen würde?

2. Bis wann ist mit einer Vorlage zu rechnen, welche dem Begehren der Schweizerischen Bischofskonferenz nach Ausdehnung der Anzahl Bistümer von heute sechs auf neun oder zehn Folge geben wird?

Bundesrätin **Kopp**: Es ist verfrüht, zu Art und Umfang der Mitwirkung des Bundes bei einer Neueinteilung der schweizerischen Bistümer Stellung zu nehmen. Eine Stellungnahme wird erst möglich sein, wenn die Verhandlungen der Bischofskonferenz mit den Kantonen abgeschlossen sind. Erst dann steht nämlich fest, was überhaupt Gegenstand der Bundesgenehmigung bilden soll und welches Organ, Bundesrat oder Bundesversammlung und Aktivbürgerschaft, zuständig ist. Die Angelegenheit ist beim Bund noch gar nicht hängig.

Frage 14:

Oehen. Grenzgängerbesteuerung

Imposition des frontaliers

Gemäss schweizerisch-französischem Notenwechsel vom Beginn dieses Monats soll das revidierte Grenzgängerabkommen vom 11. April 1985 auf 1. Januar 1986 in Kraft gesetzt werden. Voraussetzung dazu ist, dass die französische Nationalversammlung, die betroffenen kantonalen Parlamente und die eidgenössischen Räte die entsprechenden Ratifikationschritte (z. B. Änderung von Art. 17 Abs. 4 des schweizerisch-französischen Doppelbesteuerungsabkommens von 1966/1969) zeitig vorgenommen haben werden. Wann gedenkt der Bundesrat eine entsprechende Botschaft vorzulegen?

Bundesrat **Stich**: Gleich wie für die Vereinbarung über die Besteuerung der Grenzgänger vom 11. April 1983 selbst, ist es Sache der Kantone, den Briefwechsel, der das Datum des Inkrafttretens abändert, zu ratifizieren. Die eidgenössischen Räte haben sich zu dieser Angelegenheit nicht zu äussern. Der Bundesrat hat diesen somit auch keine Botschaft zu unterbreiten.

Oehen: Herr Bundesrat, ich danke Ihnen für Ihre Auskunft. Immerhin haben Sie am 17. Juni auf meine damalige Frage erklärt, dass Sie eine gegebene Kündigung durch die Kantone weiterleiten würden.

Ich möchte Sie nach der jetzigen Antwort noch folgendes ganz konkret fragen, da ich weiss, dass hier Differenzen bestehen: Wird der Bundesrat sein Wort halten, damit die unvergleichlich vorteilhaftere Arbeitsortbesteuerung ab 1. Januar 1986 durchgeführt werden kann und, wenn nicht, wäre der Bund im Weigerungsfalle nicht ersatzpflichtig für die den Kantonen entgehenden rund 100 Millionen Franken pro Jahr?

Bundesrat **Stich**: Das ist eine ganz andere Frage, die Herr Oehen jetzt stellt. Sie hat mit der vorhergehenden nichts zu tun.

Grundsätzlich darf man festhalten, dass nach der Verfassung der Bundesrat zuständig ist für die Aussenpolitik. Aus

diesem Grunde entsteht ganz sicher keine Schadenersatzpflicht des Bundes gegenüber den Kantonen. Zudem ist es falsch anzunehmen, dass es sich wegen eines Jahres um 100 Millionen Franken drehen könnte. Selbst wenn es sämtliche Kantone betreffen würde, hat man ausgerechnet, dass es um insgesamt 40 Millionen Franken gehen würde. Umgekehrt können die Kantone Basel-Stadt, Basel-Land und Solothurn ihre Vereinbarung sicher nicht auf drei Monate kündigen.

Ich selber bin nicht Jurist, kann eine gründliche Antwort auf diese Frage deshalb nicht aus dem Ärmel schütteln. Das werden die Juristen abklären. Umgekehrt haben die Kantone seinerzeit den Bundesrat ausdrücklich ermächtigt, das Abkommen mit Frankreich so zu ratifizieren. Deshalb ist meines Erachtens eine Schadenersatzpflicht nicht gegeben.

Question 15:

Robbiani. Grenzgänger – Frontaliers

Au Tessin, une place de travail sur cinq est occupée par un frontalier. Le recours systématique à la main-d'œuvre bon marché crée des tensions sur les plans social et économique. L'Union syndicale suisse et le Cartel syndical tessinois (Chambre du travail) ont réclamé le contingentement des frontaliers. Quelles sont les intentions du Conseil fédéral à cet égard?

Bundespräsident **Furgler**: Der Bundesrat hat sich schon bei früheren Gelegenheiten gegen eine zahlenmässige Beschränkung der Grenzgänger ausgesprochen. Diese Arbeitskräfte sind in den Grenzregionen von jeher von Bedeutung gewesen. Die geltende Regelung ermöglicht eine gewisse Flexibilität und stellt einen Ausgleich zu den von der Grenzlage herrührenden arbeitsmarktlichen Einschränkungen dar.

Der Bundesrat vertritt die Ansicht, dass die aktuelle Fremdarbeiterregelung den Kantonen die Möglichkeit einräumt, auf ihrem Gebiet die Beschäftigung von Grenzgängern einzuschränken, wenn sie es wollen, und die Arbeitsbedingungen zu kontrollieren. Eine strikte Anwendung dieser Vorschriften, welche die Priorität der Einheimischen auf dem Arbeitsmarkt sowie gleiche Arbeitsbedingungen für Schweizer und Ausländer garantieren, kann die Vermeidung sozialer Spannungen ohne Einführung einer Kontingentierung der Grenzgänger gewährleisten. Es versteht sich von selbst, dass der Bundesrat eine allfällige Kontingentierung, sollten die vorerwähnten Massnahmen nicht mehr genügen, nur nach sorgfältiger Absprache mit den Kantonen vorbereiten könnte. Wir erwarten aber kein Ungenügen der Massnahmen.

Frage 16:

Bonny. «Eureka»-Projekt. Arbeitsgruppe des Bundes Projekt Euréka. Groupe de travail interdépartemental

Der Bundesrat will sich zu Recht aktiv am «Eureka»-Forschungsprojekt beteiligen. Zu diesem Zwecke hat er eine grosse, zahlreiche Bundesstellen umfassende Arbeitsgruppe gebildet. Ich möchte wissen, welches Departement die Federführung in diesem Geschäft hat. Ohne eine klare Führung wird eine zielgerichtete, effiziente Mitarbeit der Schweiz in diesem heiklen Geschäft in Frage gestellt.

Bundespräsident **Furgler**: Der Bundesrat hat am 28. August eine Arbeitsgruppe «Eureka» eingesetzt, in welcher die in erster Linie bei der Vorbereitung angesprochenen Departemente vertreten sind, also das EVD, das EDA und das EDI. Querverbindungen bestehen zur Wirtschaft durch mein Departement, Querverbindungen zum Schulrat und zur ETH durch das Departement von Herrn Egli. Grundlagenforschung, Hochschulen und angewandte Forschung, aussenhandels- und beschäftigungsrelevante

Aspekte sind somit in dieser Arbeitsgruppe vertreten. Unter Leitung von Staatssekretär Sommaruga, Direktor des Bundesamtes für Aussenwirtschaft, hat die bundesinterne Arbeitsgruppe kürzlich getagt und dabei folgende Arbeitsteilung festgelegt:

1. Das Integrationsbüro EDA/EVD nimmt neben der bereits vom Bundesrat zugewiesenen Funktion als Sekretariat der interdepartementalen Arbeitsgruppe folgende Aufgaben wahr: Anlaufstelle für Fragen bezüglich «Eureka»-Konferenzen und Tagungen des Ausschusses der Repräsentanten, also Vorbereitung auf die bevorstehende Sitzung in Bonn bzw. Hannover auf Regierungsebene; sodann Anlaufstelle für Informationen bezüglich «Eureka», die aus dem Ausland kommen.

2. Das Bundesamt für Bildung und Wissenschaft ist im Einvernehmen mit dem Bundesamt für Konjunkturfragen Sammel- und Koordinationsstelle für die schweizerische Beteiligung an «Eureka» mit eigenen Projekten oder im Rahmen ausländischer Vorschläge.

Durch die Festlegung der Anlaufstellen sowie der klaren Zuweisung der Aufgaben ist sichergestellt, dass alle eingehenden Informationen und Projektvorschläge zentral gesichtet und systematisiert werden. Dadurch kommt ein Gesamtüberblick zustande, der die Voraussetzung für eine zielgerichtete, effiziente Mitarbeit der Schweiz an «Eureka» darstellt.

Sollte sich im Verlaufe der Entwicklung des in der Anfangsphase stehenden «Eureka»-Projektes eine andere Arbeitsteilung, eine andere Leitung der Arbeitsgruppe oder die Zuweisung der Federführung an eines der drei Departemente aufdrängen, behält sich der Bundesrat entscheidende Entscheide vor. Es liegt uns sehr viel daran, dass die jetzt noch weitgehend als Grauzone anzusprechende «Eureka»-Situation durch kluges Erarbeiten unserer eigenen Projektideen gelichtet und einer sinnvollen Lösung aus der Sicht der Schweiz entgegengeführt werden kann.

Bonny: Ich danke Herrn Bundespräsident Furgler für die gehaltvolle Antwort, muss aber doch feststellen, dass die Kernfrage, die ich gestellt habe, bei welchem Departement die Federführung liegt, nicht beantwortet wurde. Ich persönlich bin überzeugt, dass wir in diesem schwierigen Geschäft – und ich habe nichts gegen diese Arbeitsteilung einzuwenden – nur dann wirklich effiziente, gute Arbeit leisten können, wenn ein Departement die Führung dieser Sache übernimmt. Ich möchte immerhin als positiv werten, Herr Bundespräsident, dass Sie hier allein geantwortet haben und nicht im Duett mit einem Kollegen aus dem Bundesrat.

Präsident: Was war eigentlich die Zusatzfrage, Herr Bonny? (*Heiterkeit*)

Frage 13:

Braunschweig, Frau und Gesamtverteidigung. Auswertung der Vernehmlassung

Participation des femmes à la défense générale. Résultats de la consultation.

Die Ergebnisse der Vernehmlassung zum Meyer-Bericht über die Mitwirkung der Frau in der Gesamtverteidigung wurden sehr einseitig ausgewertet, indem zum Beispiel Organisationen, die jede Mitwirkung der Frau in der Gesamtverteidigung ablehnten, kurzerhand nicht erfasst wurden.

Nachdem schon der Fragenkatalog als sehr einseitig kritisiert worden ist, frage ich den Bundesrat nach dem Sinn einer solchen Vernehmlassung: Meinungserforschung oder Manipulation?

Bundespräsident Furgler: Der Bundesrat ist der Auffassung, dass von einer einseitigen Auswertung der Ergebnisse der Vernehmlassung zum Thema «Mitwirkung der Frau in der Gesamtverteidigung» nicht die Rede sein kann. Wir haben

vor allem dafür gesorgt, dass ablehnende Stellungnahmen auch in dieser Mitteilung nach aussen zur Darstellung kamen. Ich darf darauf verweisen, dass sowohl in der vollständigen Dokumentation der eingegangenen Stellungnahmen, die mehrere hundert Seiten lang ist, wie Sie wissen, als auch in der viel kürzeren Zusammenfassung der Vernehmlassungsergebnisse, die im April dieses Jahres veröffentlicht wurde, Vorbehalte der Gegner, die eine Mitwirkung der Frauen in der Gesamtverteidigung grundsätzlich ablehnen, aufgeführt und auch deren Argumente bekanntgegeben wurden. Es war also nie die Absicht des Bundesrates, hier irgend etwas zu verschleiern. Freilich muss bei der Berücksichtigung der Auswertung daran erinnert werden, dass die Stellungnahmen von Einzelpersonen – wie immer diese sich ausdrückten, dafür oder dagegen – gegenüber der Stellungnahme von Verbänden proportional gewichtet wurden. Das mag da und dort zu dem von Ihnen erwähnten Eindruck geführt haben.

Darf ich auch daran erinnern, dass, abgesehen vom Auswertungsverfahren, der Bundesrat mit Blick auf das Dienstleistungsobligatorium – das war ja ein Hauptanknopfel – klar Stellung bezogen und ein Dienstleistungsobligatorium ausgeschlossen hat; somit hat er einem wichtigen Ergebnis des Vernehmlassungsverfahrens Rechnung getragen.

Braunschweig: Ich verstehe durchaus, dass Stellungnahmen von Organisationen und Einzelpersonen bei Vernehmlassungen nicht gleich behandelt werden. Das würde ich niemals als willkürlich bezeichnen. Stossend ist, dass die Antworten der Frauengruppen und Frauenkommissionen der politischen Parteien sowie der Eidgenössischen Frauenkommission, des Evangelischen Frauenbundes und andere in der Auswertung nicht mehr in Erscheinung getreten sind. Das vermittelt den Eindruck der Manipulation, ganz abgesehen davon, dass von den 400 Organisationen, die im Rahmen der Vernehmlassung ihre Meinung ausdrückten, nur jene von 71 Organisationen ausgewertet worden sind. Diese schmale Basis hinterlässt den Eindruck von Willkür. Die Auswertungskriterien sind zudem erst nach dem Verfahren festgelegt worden. Das ist nach meinem Verständnis nicht ein wissenschaftliches Vorgehen. Von daher stelle ich nochmals die Frage: Herr Bundespräsident, sollte der Bundesrat in solchen Dingen nicht subtiler sein?

Bundespräsident Furgler: Ich danke Herrn Braunschweig für die Ergänzungsfrage. Mir scheint, dass sich bei jeder Vernehmlassung die Methodenfrage (Wie soll ausgewertet werden?) stellt. Dabei dürfte nach Ihrer und unserer Auffassung der allgemeine Grundsatz *non multa, sed multum* – also nicht alles wiedergeben, sondern das Essentielle daraus nehmen – Gültigkeit haben. Wir sind gerne bereit, bei jedem Vernehmlassungsverfahren diese Überlegung erneut anzustellen: Welches ist das Grundsche, nach dem vorgegangen werden muss, um eine objektive, saubere Information zu geben? Wenn ich hier die Vernehmlassungsergebnisse vor mir sehe, in verschiedene Gruppen aufgegliedert, dann darf ich einfach wiederholen, dass man dem Willen der Frauen, dieses Problem zu meistern, Ausdruck geben wollte; dabei wurden die einzelnen Äusserungen, wie Sie wissen, sorgfältig gewichtet. Ich werde das mit dem zuständigen Chef des Departementes erneut besprechen, darf aber hier in aller Deutlichkeit erklären: von Manipulation keine Spur. Wenn man sorgfältig nachliest – sowohl die kleine Zusammenfassung als auch den «Urfaust» in ganzer Länge, dann kommt man zur Überzeugung, dass die Stellung der Frauen ersichtlich wird, wie immer sie sich geäußert haben.

Ich nehme aber Ihre Anregung mit für andere Vernehmlassungsverfahren.

Frage 17:**Müller-Meilen. Nationalstrassen. Staus bei Reparaturarbeiten****Autoroutes. Travaux de réparation et bouchons**

Während Monaten ging in diesem Sommer die Meldung durch die Medien, dass auf der N1/N2 bei Härkingen kilometerlange Staus wegen einer Baustelle zu erwarten seien. Wie gedenkt der Bundesrat bei den in nächster Zeit häufiger werdenden Reparaturarbeiten an Nationalstrassenstrecken dafür zu sorgen, dass die Behinderung der Benützer und die Luftverschmutzung auf ein Minimum reduziert wird?

Bundesrat Schlumpf: Auf Nationalstrassen sind Baustellen – in Zukunft mehr als in der Vergangenheit – nicht zu vermeiden; deshalb nicht, weil der Reparatur- und Erneuerungsbedarf mit der Alterung zunehmen wird. Damit sind zeitweise Stauungen verbunden.

Die Baustelle bei Härkingen (Autobahn N1/N2) ist deshalb besonders neuralgisch, weil dieser Abschnitt wegen des Zusammenflusses von vier verschiedenen Hauptzügen ausserordentlich stark belastet ist und weil seinerzeit, im Zuge des Sparens, minimale Strassenquerschnitte gewählt wurden. Auf den in Reparatur befindlichen Autobahnbrücken hat es keine Abstellstreifen. Der Raum für das Ausführen von Bauarbeiten einerseits und für die Aufrechterhaltung des Betriebes andererseits ist deshalb sehr knapp.

Unterhalt und Betrieb der Nationalstrassen und damit auch Reparaturen, die Gestaltung derselben, fallen in den Kompetenzbereich der Kantone. Der Bund hat die Oberaufsicht. Ein unmittelbares Eingreifen und Anordnen, die Erteilung direkter Weisungen, wären deshalb nicht möglich. Im vorliegenden Fall kann man sagen, dass sich die zuständigen Instanzen des Kantons Solothurn – ob mit mehr oder weniger Erfolg, bleibe dahingestellt – jedenfalls bemüht haben, die Reparaturarbeiten möglichst rationell durchzuführen.

Der Bundesrat ist aber durchaus der Meinung, dass der Bund in Zukunft vermehrt in der Koordination tätig sein muss, nachdem er jetzt am Betrieb und Unterhalt finanziell ganz wesentlich mitwirkt: Bei künftigen Unterhalts- und Erneuerungsarbeiten sollen dort, wo die Verkehrsverhältnisse stark beeinträchtigt werden können wie bei Härkingen, alle technischen und organisatorischen Möglichkeiten frühzeitig abgesprochen und auch über lange Strecken koordiniert werden. Es darf nicht vorkommen, dass über 100 Kilometer mehrere längere Reparaturstrecken gleichzeitig in Arbeit sind. Wir werden nötigenfalls auch zusätzliche Kosten zur Vermeidung derartiger Staulagen, wie sie jetzt in Härkingen seit Monaten praktisch täglich zu verzeichnen sind, in Kauf nehmen müssen. Es ist also unser Bestreben, zusammen mit den Kantonen für eine ausreichende Koordination derartiger Reparatur- und Erneuerungsarbeiten besorgt zu sein.

Ich kann dem Fragesteller sagen: Die entsprechenden Aufträge an den Direktor unseres Amtes für Strassenbau wurden bereits bei seinem Stellenantritt vor einigen Wochen von mir erteilt.

Gestatten Sie mir noch eine Feststellung – ich möchte fast sagen, als mitbetroffener Strassenbenützer –, dies in keiner Weise als Entschuldigung, sondern eher als Appell. Was ich und viele von Ihnen erleben: Auf solchen geschwindigkeitsbeschränkten Strecken ist eine erschreckende Unfähigkeit unzähliger Automobilisten festzustellen, Nationalstrassen richtig zu befahren. Wenn auf derartigen geschwindigkeitsbegrenzten Teilabschnitten im Bummeltempo von 20 und 30 km/h gefahren wird und der Automobilist wohl eine «Vorsicht» nach vorne, aber keine «Rücksicht» nach hinten hat, d. h. alle Staulagen hinter sich über Kilometer in Kauf nimmt, dann tragen auch die Benützer der Nationalstrassen dazu bei, dass diese Staulagen noch schlimmer werden, als sie es an sich schon sind.

Ich möchte aber dem Fragesteller sagen, dass wir alles daran setzen werden, dass sich ein solches «Ärgernis Här-

kingen» in unserem Nationalstrassennetz nicht wiederholen wird.

Müller-Meilen: Ich möchte Herrn Bundesrat Schlumpf danken, dass sich der Bund im Sinne des kooperativen Föderalismus mit den Kantonen ins Vernehmen setzt, um solche Ärgernisse zu vermeiden. Im Ausland war es möglich, dass die Reparaturarbeiten auf Autobahnen vorwiegend auf die Nachtzeit verlegt wurden, um so den Verkehr bei grossem Aufkommen nicht zu beeinträchtigen. Es würde mich Wunder nehmen, ob man beim Bund, in Zusammenarbeit mit den Kantonen, diese Möglichkeiten auch abgeklärt hat oder abzuklären gewillt ist.

Bundesrat Schlumpf: Wir werden alle diese Möglichkeiten nicht nur abklären, sondern auch ausschöpfen, wobei natürlich die Verlegung wesentlicher Arbeiten auf die Nachtzeit kostenmässige Auswirkungen haben wird. Bei heiklen Stellen, wie jetzt bei Härkingen, wird zu prüfen sein, ob nötigenfalls die Arbeiten sogar saisonal zu unterbrechen sind, um derartige Staus von 5 bis 6 Kilometer, wie sie im Juli/August täglich verzeichnet wurden, zu vermeiden. Es stellt sich auch die Frage baulicher Behelfsanlagen: Umwegfahrbahnen usw. Das kostet etwas. Aber es kann auch dazu beitragen, dass wir dieses Ärgernis nicht wieder haben werden.

Frage 18:**Reimann. SBB. Altersgrenze bei Anstellungen****CFE. Age limite de recrutement**

Ende Juli wurde durch die Presse bekannt, dass bei den Schweizerischen Bundesbahnen Weisungen bestehen, nach denen keine Bewerber eingestellt werden, die das 30. Altersjahr überschritten haben.

Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, Bundesbetriebe sollten mit ihrer Rekrutierungspolitik eine Vorbildfunktion ausüben und insbesondere keine Gruppen von Arbeitnehmern diskriminieren?

Ist der Bundesrat nicht auch der Auffassung, vom Arbeitgeber zu leistende Einkaufssummen in die Pensionskassen dürften nicht ein Hinderungsgrund für Anstellungen sein? Ist der Bundesrat bereit, dafür zu sorgen, dass die SBB diese Weisungen aufhebt?

Bundesrat Schlumpf: Die von Nationalrat Reimann erwähnten Weisungen stammen vom Januar 1981; sie waren eigentlich nicht Dienstweisungen im Sinne strikter Anordnungen, sondern es war die Grundlage für eine gewisse «unité de doctrine» der verschiedenen kompetenten Anstellungsinstanzen innerhalb der SBB.

Es ist dabei zu beachten, dass die Kosten der SBB für die Aufnahme in die Pensionskasse bei Versicherten, die eine bestimmte Altersgrenze überschritten haben, recht beträchtlich sind. In den vergangenen Jahren hatten unsere SBB beispielsweise für Einkaufssummen betreffend neuereinstretende Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter jährlich über 2 Millionen Franken aufzuwenden.

Bei der Rekrutierung insgesamt ist eine ausgewogene Altersstruktur anzustreben. Da die Jahrgänge im Alter 50 bis 60 Jahre bei den SBB besonders stark vertreten sind, erscheint eine gewisse Verjüngung als geboten: Die Rekrutierungspraxis unserer SBB zielt aber keineswegs darauf ab, die Anstellung von jüngeren Personen, aber über Dreissigjährigen, zu erschweren oder gar zu verhindern. Das würde dem Interesse des Unternehmens zuwiderlaufen, weil dadurch mögliche wertvolle Mitarbeiter unter Umständen ausgeschlossen würden. Dass eine durchaus flexible Handhabung praktiziert wird, zeigen wohl folgende Angaben: Von 1981, also seit diese sogenannte Weisung erlassen worden war, bis 1984 war beinahe ein Drittel der neu eingestellten Personen, Lehrlinge ausgenommen, bereits über 30 Jahre alt; also man hat etwa einen Drittel – die Lehrlinge ausgenommen – über 30jährige Mitarbeiterinnen und Mitar-

beiter eingestellt. Im Hinblick darauf ist der Bundesrat der Auffassung, dass kein Anlass besteht, in die unternehmerische Freiheit der SBB seinerseits einzugreifen.

Frage 19:

Früh. PTT. Verkauf von Videotex-Terminals

PTT. Vente de terminaux Vidéotex

Die PTT haben ohne Absprache mit dem Fachhandel 500 Videotex-Terminals zu niedrigen Preisen angeschafft und sie zu billigen Preisen vermietet, um den Markt anzukurbeln. Die PTT haben die Absicht, nun 20 000 Terminals zu beschaffen und dann zu Billigstpreisen abzugeben. Ist der Bundesrat nicht auch der Ansicht, dass dieser Sachverhalt für den Fachhandel unannehmbar ist?

Bundesrat **Schlumpf**: Beim Betriebsversuch, der noch bis Ende Jahr läuft, ist in der Tat die Teilnehmerzahl vorerst unter den Erwartungen geblieben. Neben dem Mangel an aktuellen Videotex-Programmen dürften vor allem auch die recht hohen Gerätepreise dazu beigetragen haben. Deshalb haben die PTT mit den interessierten Videotex-Kreisen Gespräche aufgenommen – das ist vor allem auch der Gerätehandel –, um Fördermassnahmen zu diskutieren. Im Sinne einer Sonderaktion beschafften sie die erwähnten Terminals und gaben sie in der Folge mietweise für 43 Franken pro Monat ab. Dabei handelt es sich – was zu beachten ist – nicht um Fernsehgeräte, sondern um reine Videotex-Geräte, die von den PTT über den Handel beschafft worden waren.

Im Hinblick auf die Frage einer Einführung eines solchen öffentlichen Dienstes – gegenwärtig läuft ja immer noch der Betriebsversuch – klären die PTT ab, ob sie für diese Dienstleistung im Interesse der Kunden weitere Terminals in ihr Angebot aufnehmen sollen. In welcher Grössenordnung das sein könnte, ist für die PTT durchaus noch offen. Die Zahl von 20 000, die vom Fragesteller erwähnt wird, ist als Richtgrösse für Offertstellungen angenommen worden. Es handelt sich dabei in keiner Weise um eine Festlegung auf eine solche Zahl. Eine Subventionierung der Geräte käme überhaupt nicht in Frage.

Wir sind auch der Meinung, dass eine gewisse Zurückhaltung in diesem Bereich seitens der PTT angebracht ist.

Question 20:

Jaggi. Lausanner Lokalradio

Radios locales lausannoises

Pour la deuxième fois depuis l'octroi de l'autorisation de procéder à un essai de radiodiffusion à Lausanne, Acidule devra changer de fréquence au début de l'année prochaine. L'autre émetteur local, Radio L, qui bénéficie de l'appui des quotidiens vaudois et de l'office de promotion touristique de la Ville, émet sur les mêmes longueurs d'ondes depuis le début de son exploitation. Le Conseil fédéral ne voit-il pas dans une telle inégalité de traitement le signe qu'il y a aux yeux des PTT et/ou du DFTCE plusieurs catégories d'émetteurs, les uns bénéficiant d'égards auxquels les autres n'ont pas droit?

Par ailleurs, le Conseil fédéral pense-t-il comme les intéressés que les «mesures techniques» effectuées ces jours par les PTT sur la longueur d'ondes occupée par Thollon-les-Mémises sont en fait dirigées contre Radio L, qui a créé en juillet dernier une société d'affermage publicitaire en commun avec l'émetteur français?

Bundesrat **Schlumpf**: Anlässlich der Betriebsaufnahme von Radio «Acidule» im März 1984 wurden Empfangsbeeinträchtigungen festgestellt. Die PTT sind dem sofort nachgegangen und stellten auch erhebliche Schwierigkeiten fest, deshalb teilten sie dem Sender eine andere Frequenz zu. Inzwischen ist nun ein neuer Frequenzkoordinationsplan

der UIT in Kraft getreten, der im Dezember 1984 in Genf ausgehandelt worden ist.

Deshalb sind Frequenzumstellungen leider unerlässlich, übrigens nicht nur in bezug auf dieses Lokalradio, sondern auch für andere. Diese Umstellungen werden nach rein technischen Kriterien vorgenommen, also nicht aus irgendwelchen politischen Überlegungen. Die PTT-Betriebe haben die Frequenzen im Rahmen der Versuchsbewilligungen immer nur provisorisch zugeteilt, also ohne Anspruch auf definitive Beibehaltung. Die Versuchsmessungen, welche die PTT-Betriebe durchführen und Frequenzen von Radio Thollon-les-Mémises haben keinen Zusammenhang mit der behaupteten Zusammenarbeit im Werbebereich.

Mme **Jaggi**: Ce sont les derniers mots que vous avez prononcés, Monsieur le conseiller fédéral, qui m'incitent à vous poser une question complémentaire à propos des fameuses mesures techniques effectuées ces derniers temps par les PTT sur la même longueur d'onde que celle utilisée par l'émetteur français de Thollon-les-Mémises.

Vous avez dit que ces mesures n'avaient rien à voir avec la «soi-disant» collaboration publicitaire entre ce poste français et l'émetteur lausannois *Radio L*. Je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas d'une assertion gratuite, mais bien d'une réalité, et que la collaboration entre ces deux postes s'étend au-delà de la publicité, au niveau des programmes et de la collaboration technique, ainsi qu'ils l'ont annoncé eux-mêmes. Je crois donc qu'on ne saurait parler, Monsieur le conseiller fédéral, de «prétendue collaboration».

Bundesrat **Schlumpf**: Ich will keinen Zwist mit Frau Jaggi über ein Adjektiv und präzisiere deshalb den verwendeten Ausdruck «behauptete Zusammenarbeit» und sage «die geltend gemachte Zusammenarbeit».

Die Antwort heisst also in dem Falle, dass diese Versuchsmessungen, welche durchgeführt werden, nicht in einem Zusammenhang stehen mit der geltend gemachten Zusammenarbeit im Werbebereich.

Frage 21:

Humbel. Radio-Regionaljournal Aargau-Solothurn

Radio DRS. Informations régionales Argovie-Soleure

Leider hört man das Regionaljournal Aargau-Solothurn heute noch nicht in allen Teilen unseres Kantons Aargau. Es wird darauf hingewiesen, dass die PTT mit dem Bau der notwendigen Anlagen in Verzug seien. Stimmt das? Bis wann werden die erforderlichen Installationen und Anlagen erstellt?

Bundesrat **Schlumpf**: Die UKW-Versorgung im Kanton Aargau ist sehr hoch. Für die Programme DRS 1 und DRS 2 liegt sie über 99 Prozent. Allerdings sind da auch Sender mit Standorten in anderen Kantonen beteiligt, zum Beispiel die Sender Rigi und St. Chrischona. Wenn es sich um Sub-Regionalsendungen für die Kantone Aargau und Solothurn handelt, fallen diese ausserkantonalen Sendestationen ausser Betracht. Für die Sub-Regionalisierung wurden neue Sender auf der Frohburg und in Baden erstellt. Mit der kantonalen Verwaltung sind Verhandlungen im Gange für den Bau eines weiteren Senders auf der Wasserfluh. Diese Verhandlungen stehen übrigens vor dem Abschluss. Man rechnet damit, diesen Sender 1988 in Betrieb nehmen zu können. Die Versorgung des Kantons Aargau mit dem Sub-Regionalprogramm wird dann, wenn auch dieser Sender zur Verfügung steht, bei rund 90 Prozent liegen. Gesamtschweizerisch sollte die Sub-Regionalisierung bis etwa 1992 abgeschlossen sein.

Fragestunde

Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1985
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	23.09.1985 - 14:30
Date	
Data	
Seite	1457-1464
Page	
Pagina	
Ref. No	20 013 714

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.